L’alimentation comme droit humain : défis et opportunités à venir

10 novembre 2017

Le dixième numéro du rapport annuel de l’Observatoire du droit à l’alimentation et à la nutrition traite des systèmes pouvant garantir la souveraineté et la sécurité alimentaire. Selon ses auteurs, dix ans après la crise de 2007-2008, des problèmes persistent : déréglementation des marchés favorisant la spéculation financière sur les produits agricoles de base, inégalités croissantes en matière de revenus, d’accès aux ressources productives et aux aliments, etc. Dans le même temps, des mouvements sociaux se sont organisés et pèsent sur les processus décisionnels. La dizaine d’articles de ce numéro rend compte de ces initiatives et deux d’entre eux illustrent les défis et opportunités en jeu.

Le premier article s’intéresse à trois méga-fusions dans l’agro-industrie, impliquant BASF, Bayer, Dow, DuPont, Monsanto et Syngenta. Ces entreprises contrôlent 75 % du marché mondial de l’agrochimie, 63 % de celui des semences et 75 % des activités de recherche et développement qui y sont consacrées. La fusion Bayer-Monsanto conduirait au contrôle, par une seule société, de 30 % du marché mondial des semences et de 25 % de celui des pesticides et herbicides. Ils évoquent la place croissante de la logique financière dans les systèmes agricoles et dans la structuration des chaînes de valeur, se traduisant par une dépendance des agriculteurs et un affaiblissement relatif des États face à la concentration des techniques et capitaux privés.

Le second article porte sur le thème des communs. Dépassant les notions de « propriété publique » ou « privée », il traite des formes de gouvernance alternative de ces ressources. Dans ce cadre, les auteurs soutiennent qu’il serait intéressant de considérer l’alimentation comme un « commun », de la penser comme un droit, et non plus seulement sous l’angle de la consommation. Selon eux, le caractère multidimensionnel de l’alimentation devrait être à la base de la transformation des systèmes alimentaires, reposant sur un modèle de gouvernance polycentrique et décentralisé.

Hugo Berman, Centre d’études et de prospective

Source : Global Network for the Right to Food and Nutrition